

les pays de l'hémisphère sous les auspices de ces organisations non gouvernementales traduisent par des moyens tangibles et profondément humains l'intérêt que nous portons à la population de cette région et notre désir de nous associer à elle en tant qu'amis et partenaires. Une telle association permet aux Canadiens de mieux comprendre les réalisations et les aspirations de nos voisins de l'hémisphère et d'en escompter, au cours des ans, une solide infrastructure pour la récente réorientation de la politique étrangère du Canada.

Nonobstant toutes ces initiatives, il restait à combler un fossé considérable dans nos relations avec cette région. La décision du Canada de demander son admission à titre de membre de plein droit à la Banque interaméricaine de développement traduit notre volonté de combler cette lacune. Cette décision repose sur la conviction que nous avons que la Banque constitue un instrument important pouvant améliorer les perspectives de croissance et la qualité de la vie dans cette région de même qu'à aider ses membres dans la mise en valeur de leurs ressources, de leurs économies et de leurs sociétés. Cette conviction est le fruit de notre association avec la Banque au cours des huit dernières années. Elle s'appuie sur le leadership énergique et créateur avec lequel notre distingué président et son prédécesseur ont mené les opérations de la Banque et sur la preuve renouvelée que la Banque est capable de relever avec souplesse les défis divers auxquels font face ses membres individuellement et la communauté de l'hémisphère dans son ensemble. Nous considérons l'accession du Canada à la qualité de membre de plein droit comme l'aboutissement de notre quête d'un type mieux adapté et plus efficace d'engagement à l'égard des problèmes de l'hémisphère que ce que prévoyait le précédent mode de participation qui nous liait à la Banque.

Le Canada n'est pas considéré comme un pays en voie de développement et nous ne prétendons pas le faire entrer dans cette catégorie. Cependant, notre pays possède encore des ressources intouchées et nous avons encore bien des défis à relever. Certains problèmes que nous a posés la gestion de nos ressources et d'autres qui découlaient du modelage de notre environnement économique national ne sont sans doute pas particuliers au Canada. En donnant notre adhésion à la Banque, nous serons heureux de mettre notre expérience à la disposition de nos partenaires sans vouloir exporter pour autant nos prescriptions et nos solutions propres. Nous voulons exercer notre responsabilité de façon objective et, pour cela, nous mettrons au premier plan de nos préoccupations le souci de coopérer judicieusement au développement. Notre objectif consistera à aider la Banque à tenir son rôle d'institution efficace pour le développement et à accroître sa capacité de répondre aux besoins de ses membres. Nous reconnaissons que cette capacité est une mesure du caractère régional qui distingue les activités de la Banque et nous sommes résolus à coopérer avec elle pour préserver ce caractère qui profite aussi